

## DELIBERATION CA081-2014

Vu le décret 71-871 du 25 octobre 1971 portant création de l'Université d'Angers  
Vu les articles L123-1   L123-9 du code de l' ducation  
Vu le livre VII du code de l'éducation et notamment son article L719-7  
Vu le code des statuts et règlements de l'Université d'Angers

Vu les convocations envoyées aux membres du conseil d'administration le 20 novembre 2014.

**Objet de la délibération** Politique de recouvrement de l'Université d'Angers

**Le conseil d'administration réuni le 4 décembre 2014 en formation plénière, le quorum étant atteint, arrête :**

La politique de recouvrement de l'Université d'Angers est approuvée.

Cette décision est adoptée à main levée à l'unanimité avec 24 voix pour.

Fait   Angers, le 12 janvier 2015

**Jean-Paul SAINT-ANDRÉ**  
*Président de l'Université d'Angers*

Pour le président  
et par délégation  
le Directeur général des services  
Olivier TACHEAU

*Signé*

Mis en ligne le 16 janvier 2015

La présente délibération est immédiatement exécutoire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive.

Affiché le : **16 janvier 2015**

## 1.2. POLITIQUE DE RECOUVREMENT DE L'UNIVERSITE D'ANGERS

Le conseil d'administration approuve la politique de recouvrement de l'Université d'Angers, qui prendra effet au 1er janvier 2015, décrite ci-dessous.

La définition d'une politique en matière de recouvrement s'inscrit dans la volonté de l'université, de concert avec l'agent comptable, de mieux orienter et encadrer les actions de recouvrement afin de les rendre plus efficaces et efficientes. Elle s'inscrit également dans une logique économique tenant compte du coût de la gestion administrative des recettes et des procédures de recouvrement forcé, l'objectif étant de limiter l'impact budgétaire en ne procédant pas à des actes (lettres de relances, recours à un huissier de justice) dont le coût serait disproportionné par rapport au produit attendu.

### **Le CA autorise:**

- **l'ordonnateur à ne pas émettre les ordres de recettes correspondant aux créances dont le montant initial en principal est inférieur ou égal à 10 €.**
- **l'envoi d'une mise en demeure en lettre recommandée avec avis de Réception pour les créances supérieures à 30 €.**
- **la saisie d'un huissier de justice pour les créances supérieures à 150 €. En deçà les créances non recouvrées à l'issue d'une lettre de relance (pour les créances inférieures ou égales à 30 €) et d'une mise en demeure (pour les créances comprises entre 30 et 150 €) seront présentées en non-valeur.**